Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 février 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 15 février 1946, modifié par les arrêtés du Régent des 12 mars 1946 et 20 mai 1948, relatif au tarif des frais et dépens en matière civile et commerciale, aux droits et débours des huissiers, aux allocations aux témoins, commissaires de police, bourgmestres et échevins, et aux salaires des gardiens de saisie", a donné en sa séance du 26 février 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e Februari 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 Februari 1946, zoals het is gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 12 Maart 1946 en 20 Mei 1948, betreffende het tarief van gerechtskosten in burgerlijke en handelszaken, de rechten en uitschotten van de deurwaarders, betreffende de bedragen toe te kennen aan de getuigen, politiecommissarissen, burgemeesters en schepenen, en betreffende het loon van de bewaarders van inbeslaggenomen goed", heeft ter zitting van 26 Februari 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 15 FEVRIER 1946 QUI EST RELATIF AU TARIF DES FRAIS ET DEPENS EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE, AUX DROITS ET DEBOURS DES HUISSIERS, AUX ALLOCATIONS AUX TEMOINS, COMMISSAIRES DE POLICE, BOURGMESTRES ET ECHEVINS, ET AUX SALAIRES DES GARDIENS DE SAISIE.

BAUDOUIN, Prince Royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juin 1919 autorisant le Gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais et dépens en matière civile et commerciale;

Vu l'arrêté du Régent du 15 février 1946 qui est relatif au tarif des frais et dépens en matière civile et commerciale, aux droits et débours des huissiers, aux allocations aux témoins, commissaires de police, bourgmestres et échevins, et aux salaires des gardiens de saisie, modifié par les arrêtés du Régent des 12 mars 1946 et 20 mai 1948;

Considérant que l'évolution des conditions générales de la vie économique et l'accroissement des charges sociales justifient une revision du tarif des frais et dépens en matière civile et commerciale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

L'article 7 du tarif figurant dans l'article 1er de l'arrêté du Régent du 15 février 1946 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 7.- Pour la fixation des droits gradués, les actes des huissiers sont rangés en neuf classes, déterminées par la somme réclamée ou par la fin à laquelle tend l'acte, évaluée conformément aux règles établies par les articles 22 à 31 de la loi du 25 mars 1876 et, si le jugement est rendu, par le montant de la condamnation :

Classe A, en dessous de 1.000 francs;
Classe B, de 1.000 à moins de 2.000 francs;
Classe C, de 2.000 à moins de 5.000 francs;
Classe D, de 5.000 à moins de 10.000 francs;
Classe E, de 10.000 à moins de 25.000 francs;
Classe F, de 25.000 à moins de 50.000 francs;
Classe G, de 50.000 à moins de 100.000 francs;
Classe H, de 100.000 à moins de 500.000 francs;
Classe I, de 500.000 francs et plus.".

Article 2.-

L'article 8 du même tarif est remplacé par la disposition suivante :

" Article 8.- Lorsque la valeur est indéterminée par l'application des règles établies par les articles 22 à 31 de la loi du 25 mars 1867, il est alloué aux actes 150 francs si la cause est de la compétence du juge de paix et 220 francs dans les autres cas.".

.../...

Article 3.-

L'article 10 du même tarif est remplacé par la disposition suivante :

" Article 10.- Suivant la nature, les actes sont forfaitairement tarifés comme suit :

A. Les citations à comparaître devant les juges de paix, les ajournements devant les tribunaux de première instance, les assignations à comparaître devant les tribunaux de commerce, les arbitres ou les commissions arbitrales, les citations en matière de prud'hommes, les actes contenant assignation à comparaître devant une cour d'appel, les assignations en référé civil ou commercial, les significations de décisions prononcées par des juridictions, les sommations de réintégrer le domicile conjugal, les significations de vente, les oppositions à titres au porteur, les désaveux de paternité, les commandements tendant à saisie immobilière ou à voie parée, les saisies immobilières, les saisie-arrêts, leur mainlevée et les dénonciations des assignations en validité, les sommations aux créanciers inscrits, les dénonciations des procès-verbaux de saisies ou de recolements, les significations de cessions, les commandements en vertu de l'article 819 du Code de procédure civile, les procès-verbaux d'offres réelles, les consignations de deniers, y compris le procès-verbal, tout procès-verbal contenant itératif commandement ou saisie ou tout procès-verbal de carence, de recolement sur saisie antérieure, d'exposition de vaisselle d'argent, bagues et joyaux,et de recolement avant la vente, les procès-verbaux de prise de communication du cahier des charges constatant le désaccord des créanciers (article 18 de la loi du 4 septembre 1908), les congés

.../...

de locataires et les exploits de toutes natures non tarifés spécialement :

Classes	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Francs	75	100	120	160	200	250	300	400	500

Cette tarification couvre forfaitairement : l'original, une copie, l'inscription au répertoire, l'enveloppe, les frais de correspondance, les visas, la levée d'un bulletin de population, l'inscription au rôle, la commande et le retrait des copies ou expéditions des décisions judiciaires, le parcours, sous réserve des dispositions de l'article 21.

Il est alloué, pour chaque copie supplémentaire, un cinquième du droit forfaitaire. Si deux ou plusieurs copies doivent être signifiées à des personnes ayant le même domicile, la première donne droit au cinquième, les autres au dixième.

B. Tout procès-verbal d'apposition de placards, y compris cinq placards, l'inscription au répertoire, les frais de correspondance et le parcours ainsi qu'il est dit ci-dessus :

Classes	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Francs	75	100	120	160	200	250	300	400	500

.../...

Tout placard supplémentaire :

Classes	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Francs	7,50	10	12	16	20	25	30	40	50

Article 4.-

L'article 13 du même tarif est remplacé par la disposition suivante :

" Article 13.- Quand le droit est tarifé par vacation, il est alloué 50 francs par heure avec minimum de 150 francs.

Toute heure commencée est due en entier.

L'acte constate l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions, à défaut de quoi seul le minimum est porté en compte.

Le minimum de 150 francs est abaissé à 50 francs lorsque l'intérêt est inférieur à 1.000 francs.".

Article 5.-

L'article 20 du même tarif est remplacé par la disposition suivante :

" Article 20.- Il est alloué à l'huissier 10 francs par rôle d'écriture de 600 syllabes:

.../...

a) pour les copies des pièces qui doivent être données avec l'exploit;

b) pour l'expédition d'un procès-verbal de vente.

Toute fraction de rôle compte pour un rôle.".

Article 6.-

Dans l'article 22, alinéa 1er, du même tarif, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

" Le transport des huissiers est taxé à 4 francs par kilomètre, tant à l'aller qu'au retour.".

Article 7.-

L'article 26, alinéa 1er, du même tarif est remplacé par la disposition suivante :

" Il est alloué aux témoins appelés à assister l'huissier dans les cas où leur intervention est requise par la loi, pour toute vacation d'une heure : 25 francs.".

Article 8.-

L'article 28 du même tarif est remplacé par la disposition suivante :

" Article 28.- Il est alloué 40 francs au commissaire de police ou, à sa demande, au bourgmestre ou échevin pour assister à l'ouverture des portes ou meubles formant à clef ou pour prêter, au besoin, aide et main-forte à l'huissier

.../...

Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 10.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Signature et contreseings

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 15 FEBRUARI 1946 BETREFFENDE HET TARIEF VAN GERECHTSKOSTEN IN BURGERLIJKE EN HANDELSZAKEN, DE RECHTEN EN UITSCHOTTEN VAN DE DEURWAARDERS, DE BEDRAGEN TOE TE KENNEN AAN DE GETUIGEN, POLITIECOMMISSARISSEN, BURGEMEESTERS EN SCHEPENEN, EN HET LOON VAN DE BEWAARDERS VAN INBESLAGGENOMEN GOED.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juni 1919 waarbij aan de Regering machtiging wordt verleend om aan de bepalingen betreffende de gerechtskosten in strafzaken en de gerechtskosten in burgerlijke en handelszaken wijzigingen te brengen;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 Februari 1946 betreffende het tarief van gerechtskosten in burgerlijke en handelszaken, de rechten en uitschotten van de deurwaarders, de bedragen toe te kennen aan de getuigen, politiecommissarissen, burgemeesters en schepenen, en het loon van de bewaarders van inbeslaggenomen goed, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 12 Maart 1946 en 20 Mei 1948;

Overwegende dat de evolutie der algemene voorwaarden van het economisch leven en de toegenomen sociale lasten een herziening van het tarief van de gerechtskosten in burgerlijke en handelszaken wettigen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 7 van het tarief voorkomende in artikel 1 van het besluit van de Regent van 15 Februari 1946 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 7.- Tot vaststelling van de gegradueerde rechten, worden de akten van de deurwaarders gerangschikt in negen klassen, bepaald door het gevorderde bedrag of door het bij de akte beoogde doel, geschat overeenkomstig de regelen vastgesteld bij de artikelen 22 tot 31 der wet van 25 Maart 1876 en, indien het vonnis werd uitgesproken, door het bedrag van de veroordeling :

Klas A, lager dan 1.000 frank;
Klas B, van 1.000 tot minder dan 2.000 frank;
Klas C, van 2.000 tot minder dan 5.000 frank;
Klas D, van 5.000 tot minder dan 10.000 frank;
Klas E, van 10.000 tot minder dan 25.000 frank;
Klas F, van 25.000 tot minder dan 50.000 frank;
Klas G, van 50.000 tot minder dan 100.000 frank;
Klas H, van 100.000 tot minder dan 500.000 frank;
Klas I, van 500.000 frank en meer.".

Artikel 2.-

Artikel 8 van hetzelfde tarief wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 8.- Kan de waarde niet bepaald worden bij toepassing van de regelen gesteld bij de artikelen 22 tot 31 der wet van 25 Maart 1867, dan wordt voor de akten 150 frank toegekend indien de zaak tot de bevoegdheid van de vrederechter behoort, en 220 frank in de andere gevallen.".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 10 van hetzelfde tarief wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 10.- Volgens de aard, worden de akten forfaitair begroot als volgt :

A. De dagvaardingen om vóór de vrederechters te verschijnen, de dagvaardingen vóór de rechtbanken van eerste aanleg, de dagvaardingen om vóór de rechtbanken van koophandel, de scheidsmannen of de scheidsrechterlijke commissiën te verschijnen, de dagvaardingen vóór de werkrechtersraden, de aktenhoudende dagvaarding om vóór een hof van beroep te verschijnen, de dagvaardingen in kort geding in burgerlijke of handelszaken, de betekeningen van beslissingen door gerechten uitgesproken, de aanmaningen tot terugkeren in de echtelijke woning, de betekeningen van een verkoop, het verzet tegen effecten aan toonder, de ontkenningen van vaderschap, de bevelen strekkende tot beslag op onroerende goederen of tot dadelijke uitwinning, het beslag op onroerende goederen, het beslag onder derden, de opheffingen er van en de aanzeggingen van de dagvaardingen tot geldigverklaring, de aanmaningen aan de ingeschreven schuldeisers, de aanzeggingen van de processen-verbaal van inbeslagneming of van vergelijking, de betekeningen van afstand, de bevelen op grond van artikel 819 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, de processen-verbaal van aanbod tot gerede betaling, de consignatiën van gelden, het proces-verbaal er inbegrepen, elk proces-verbaal houdende herhaald bevel of inbeslagneming of elk proces-verbaal van niet-bevinding, van vergelijking op vroegere inbeslagneming, van uitstalling van zilveren vaatwerk, ringen en juwelen, en van vergelijking vóór de verkoop, de processen-verbaal van kennisneming van het lastkohier waaruit de onenigheid van de schuldeisers blijkt (artikel 18 der wet van 4 September 1908), de opzeggingen van huurders en de exploten van alle aard die niet afzonderlijk begroot werden :

..../.

Klassen	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Frank	75	100	120	160	200	250	300	400	500

Deze begroting dekt forfaitair : het oorspronkelijk stuk, een afschrift, de inschrijving in het repertorium, het omslag, de correspondentiekosten, de visa, de lichting van een bewijs van inschrijving in de bevolkingsregisters, de inschrijving op de rol, de bestelling en afhaling van de afschriften of uitgiften der rechterlijke beslissingen, de reis, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 21.

Voor ieder afschrift meer, wordt een vijfde van het forfaitair recht toegekend. Indien twee of meer afschriften moeten betekend worden aan personen die dezelfde woonplaats hebben, dan geeft het eerste afschrift recht op een vijfde, de overige op een tiende.

B. Ieder proces-verbaal van aanplakking, met inbegrip van vijf aanplakbiljetten, de inschrijving in het repertorium, de correspondentiekosten en de reis zoals hiervoren is bepaald :

Klassen	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Frank	75	100	120	160	200	250	300	400	500

.../...

Ieder aanplakbiljet meer :

Klassen	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Frank	7,50	10	12	16	20	25	30	40	50

Artikel 4.-

Artikel 13 van hetzelfde tarief wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 13.- Wanneer het recht per vacatie wordt begroot, wordt 50 frank per uur toegekend met minimum van 150 frank.

Elk begonnen uur is geheel verschuldigd.

De akte vermeldt het uur waarop de verrichtingen begonnen en eindigden, en de duur van de onderbrekingen ; bij gebreke daarvan wordt alleen het minimum aangerekend.

Het minimum van 150 frank wordt tot 50 frank verminderd wanneer het belang minder dan 1.000 frank bedraagt.".

Artikel 5.-

Artikel 20 van hetzelfde tarief wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 20.- Aan de deurwaarder wordt 10 frank voor iedere rol schrift van 600 lettergrepen :

.../...

a) voor de afschriften van de stukken welke met het exploot moeten afgegeven worden ;

b) voor de uitgifte van een proces-verbaal van verkoop.

Ieder gedeelte van een rol telt als een gehele rol.".

Artikel 6.-

In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde tarief wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

" De reis van de deurwaarders wordt begroot op 4 frank per kilometer, zo voor de heen- als voor de terugreis.".

Artikel 7.-

Artikel 26, eerste lid, van hetzelfde tarief wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Aan de getuigen opgeroepen om de deurwaarder bij te staan in de gevallen waar hun tussenkomst bij de wet is gevorderd, wordt voor elke vacatie van één uur 25 frank toegekend.".

Artikel 8.-

Artikel 28 van hetzelfde tarief wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Artikel 28.- Veertig frank wordt toegekend aan de politiecommissaris of, op hun verzoek, aan de burgemeester of schepen , om de opening van op slot zijnde deuren of meubels bij te wonen of om, zo nodig, de deurwaarder hulp en bijstand te verlenen.".

..../...

Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

Artikel 10.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

Handtekening en medeondertekeningen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN,

J.VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
L.FREDERICQ,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

K.MEES.